Michel Rocard, un homme moderne

Dossier

Disparition

Michel Rocard, un homme moderne

Par Laurent Joffrin — 3 juillet 2016 à 21:01 (mis à jour à 21:11)

Lors de l'université d'été des jeunes rocardiens, en septembre 1985, aux Arcs. Photo Vincent Leloup

Pionnier de la social-démocratie, mentor d'une génération de socialistes, l'ancien Premier ministre au phrasé caractéristique est mort samedi à 85 ans des suites d'un cancer. Il laisse des réformes essentielles et un sens aigu de la morale en politique.

- Michel Rocard, un homme moderne

Il fut haut fonctionnaire, sénateur, député, ministre et Premier ministre. Mais il fut avant tout et toujours un militant. Chaleureux, inépuisable, amical, lesté d'un trop-plein d'idées qu'il débitait à la vitesse d'une mitraillette, il fut le leader adulé et contesté de cette «deuxième gauche» à la fois plus pragmatique et plus inventive que la première, pionnier d'une social-démocratie à la française, rival historique de François Mitterrand, référence d'une génération politique. Jusqu'au bout, malgré deux AVC et un cancer, il aura voyagé, écrit, parlé, découvert mille passions nouvelles, agité mille idées, mené mille combats, fumant en cachette, goûtant la bonne chère et le bon vin, continuant à converser malgré le début de surdité qui obligeait ses interlocuteurs à hausser le ton. Cette passion, cet amour de la découverte, ce besoin de faire et de dire, auront fait toute sa vie.

Dédiée à la politique, son existence est aussi celle des enthousiasmes successifs, pour la finance, l'économie, l'histoire du socialisme, pour le tennis, la voile qu'il pratique régulièrement sur des esquifs bretons, pour le planeur qu'il apprend à piloter à l'âge où d'autres songent déjà à la retraite, pour les chiens et les chats que sa dernière femme adore, pour les terres glacées des pôles qu'il aime tant à parcourir et à défendre. Pour ses amis, qu'il réunit autour de lui dès que possible. Pour ses compagnes, trois femmes de tête et de caractère, avec qui il vit de longues passions successives, jusqu'à la dernière, Sylvie, avec laquelle il venait d'acheter une grande maison au bord de la forêt de Rambouillet.

Comme leader de parti, Michel Rocard a marqué l'histoire de la gauche. Comme chef de gouvernement, il laisse des réformes précieuses et, surtout, une morale de l'action qui servira longtemps de modèle à ceux qui veulent gouverner.

«J'ai honte»

Chez les scouts qu'il a fréquentés une bonne partie de sa jeunesse, on l'appelait «Hamster érudit». Du rongeur, il avait le nez pointu, le regard pétillant, le corps sans graisse et la nervosité fiévreuse. Quant à son érudition, elle était sans limite dès qu'il s'agissait du gouvernement des hommes ou de l'administration des choses. Il en abreuvait sans cesse son entourage, vite étourdi par une éloquence convulsive, où une seule phrase, scindée en innombrables parenthèses, pouvait occuper un discours entier. Assénés d'une voix métallique ponctuée d'envolées sonores ou de rires sarcastiques, enveloppés d'épaisses volutes tirées de ces Gauloises qu'il fuma jusqu'à la fin, les arguments s'alignaient comme s'ils sortaient d'un livre, réunis dans un désordre apparent et torrentiel pour justifier une politique qu'il bâtissait en parlant.

En conflit avec un père impérieux, grand savant et grand résistant, il avait refusé la carrière scientifique à laquelle il le destinait pour entrer à Sciences-Po en 1947 puis à l'ENA. Apprenant ce choix, Yves Rocard, polytechnicien patriote, l'un des pères de la bombe atomique française, lui octroie quelques phrases cinglantes, dont l'une définitive - *«j'ai honte»* - , et lui coupe les vivres. Il doit travailler au laboratoire de l'Ecole normale pour payer ses études et rencontre un ouvrier, Bertin, qui l'initie au monde du travail et au socialisme. A peine sorti de l'adolescence, il adhère à la SFIO par conviction européenne et progressiste, tentant vainement d'y entraîner son ami et condisciple Jacques Chirac.

Le 1er mai 1971. Rocard est alors secrétaire national du PSU. (Photo AFP)

Dissident de la guerre coloniale

Socialiste, Michel Rocard le restera toute sa vie, mais selon une acception qui doit beaucoup à la grande expérience de la jeunesse : l'Algérie. L'insurrection qui s'est déclenchée en 1954 laisse la IVe République empêtrée et bientôt déchirée. Elle fait naître en réaction une génération politique, dans le drame et la scission morale. Comme il s'agit de deux départements français et qu'un million d'Européens vivent là-bas, les forces politiques, communistes compris, n'imaginent pas que la colonie puisse devenir indépendante. On réprime, mais on cherche aussi à négocier.

Très vite, la gauche se divise. Les uns - Guy Mollet, François Mitterrand - font la guerre. Les autres - Pierre Mendès France, Alain Savary ou Daniel Mayer - veulent un compromis.

En 1956, on croit que Mendès France va redevenir président du Conseil et négocier, comme il l'a fait avec les nationalistes vietnamiens en 1954. C'est Guy Mollet qui est désigné. Le jeune

Rocard voit ainsi le chef de son parti, la SFIO, mobiliser le contingent, encourager l'action des paras, couvrir la torture. Pour ce militant de culture chrétienne, qui a pris pour ses activités politiques le pseudonyme d'un hérétique de Genève brûlé par Calvin, Michel Servet (il est tenu au devoir de réserve comme fonctionnaire), cette dérive coloniale et cette chute morale sont inconcevables. Au même moment, François Mitterrand est ministre de la Justice et vise Matignon. Pour rester dans le jeu, il applique sans hésiter la politique répressive du gouvernement en Algérie. Contraste entre deux hommes qui ne se connaissent pas mais qu'une conception antagonique de la politique oppose déjà…

Rocard milite pour la paix en Algérie, il se rend même sur place à la faveur de missions que lui confie l'administration. Le jeune inspecteur des finances, dissident de son propre gouvernement, dénonce dans des rapports le traitement infligé aux populations musulmanes et réfute en quelques phrases la légitimité de la guerre : *«L'égalité de tous les citoyens devant la loi, qui est le principe de base de notre Constitution, n'a jamais été pratiquée. L'égalité des devoirs existait, et notamment l'impôt du sang, mais point d'égalité des droits»*, écrit-il, avant de constater que *«sévissait durement une mentalité proche de la ségrégation raciale qui interdisait aux musulmans, sauf exception, l'accès aux fonctions de responsabilités, même mineures, dans leur propre pays»*. Son rapport sur les regroupements de population pratiqués par la France, publié par *le Nouvel Observateur* et *le Monde*, fait scandale et contribue à retourner l'opinion contre la guerre.

C'est de cette époque que date l'aversion de Rocard pour ce qu'on allait appeler le «molletisme». Résistant courageux, marxiste intransigeant au sortir de la guerre mondiale, Guy Mollet conquiert la SFIO en 1946 sur la base d'un discours radical de stricte orthodoxie, fustigeant la dérive humaniste et pragmatique des partisans de Blum (aujourd'hui, on dirait «dérive social-libérale»). Mais ce discours quasi révolutionnaire couvre vite une pratique politique située à l'opposé. Mollet contrôle le parti grâce à deux grandes fédérations clientélistes, le Nord et les Bouches-du-Rhône. Au gouvernement, la SFIO mène une politique tout sauf révolutionnaire. Dans l'affaire algérienne, c'est un marxiste habitué à *«prendre le parti par la gauche»* qui mène la guerre coloniale. Rocard déteste cette distance abyssale entre discours radical et pratique opportuniste (on la retrouve souvent à la gauche de la gauche quand elle parvient - rarement - aux affaires) et, sans doute sur la base de cette expérience, il fera du *«parler vrai»* la base de sa morale politique.

«On vous racontera après !»

Secrétaire des Etudiants socialistes, il récuse la guerre menée par ses aînés et prépare la scission qui aboutira à la fondation du Parti socialiste autonome (PSA) avec Edouard Depreux, Alain Savary et Daniel Mayer, le disciple de Blum, les justes de la SFIO déshonorée par la guerre coloniale. Rocard passe le plus clair de son temps dans les arrière-salles des cafés et

des sièges de section, refaisant inlassablement le monde et le socialisme, petite main infatigable de la lutte contre la guerre d'Algérie.
En 1960, le PSA fusionne avec d'autres petits groupes de gauche pour fonder le Parti socialiste unifié (PSU) dont Rocard, activiste militant qui impressionne par son abattage et sa compétence économique, devient le secrétaire général. Il émerge en 1966 au colloque de Grenoble, qui jette les bases d'une gauche morale et réformiste dans la lignée de Pierre Mendès France. Le grand public le découvre en 1969 quand il est candidat du PSU à l'élection présidentielle, réalisant un score à peine inférieur à celui des candidats de la vieille gauche. Le PSU est à la mode, son audace plaît aux intellectuels, son pragmatisme aux responsables, son parfum soixante-huitard à la jeunesse. Avec Edmond Maire, Jacques Delors, Jean Daniel ou Jacques Julliard, Michel Rocard devient le porte-parole vif-argent d'une gauche renouvelée, à mi-chemin entre la sagesse social-démocrate et l'imagination de Mai 68. Il ne dédaigne pas le langage de l'époque, se présente comme le candidat de la *«transition vers le socialisme»* et fait l'éloge de l'autogestion yougoslave. Dans un débat avec Edgar Faure, le radical subtil qui lui demande si son socialisme sera imposé par des moyens légaux ou bien révolutionnaires, Michel Rocard répond à l'emporte-pièce: *«On vous racontera après !»*
Mais il tient aussi à la cohérence économique, se méfie de la rhétorique antimarché qui fleurit à gauche, sachant bien que les tentatives d'économie étatisée ont lamentablement échoué. Il sent la montée de l'individu dans la société, s'appuie sur l'initiative de la base, anticipant par le renouvellement des thèmes et des méthodes ce que sera bien plus tard l'altermondialisme, que les chroniques d'un Michel Bosquet annoncent dans *le Nouvel Observateur*.
A cette époque, le réformisme a mauvaise presse. Le Parti communiste domine encore la gauche sur le plan électoral et ses compagnons de route tiennent le haut du pavé dans le débat intellectuel. A l'extrême gauche, on communie dans l'antihumanisme théorique, le structuralisme libertaire d'un Foucault et le marxisme intégriste d'un Althusser. Le PSU accueille ceux qui veulent renouveler la pensée de gauche, dont une partie vient de l'extrême gauche, surtout après 1968 qui a regonflé provisoirement le mythe révolutionnaire. A force de manœuvres, de débats et de discours, Rocard réussit à garder une fragile majorité dans le petit parti dont il est le porte-parole.
En 1969, avant l'élection présidentielle où il représente le Parti socialiste unitaire. (Photo Juillet.Sipa)

L'audace de la «deuxième gauche»

C'est là que se constitue la «doctrine Rocard» qui donnera ses bases politiques à la «deuxième gauche» (les rocardiens, la CFDT, *le Nouvel Observateur,* bientôt *Libération,* selon une expression forgée par Patrick Rotman et Hervé Hamon…). Dans un pays étatique, centralisé, jacobin, la deuxième gauche réhabilite l'action locale (comme à Grenoble avec les GAM,

groupes d'action municipale), l'initiative militante, l'action associative, l'invention sociale. Elle parle autogestion, écologie, nouveaux modes de vie, mouvements de consommateurs, politique urbaine, libération des corps, pendant que l'autre gauche continue à débiter le catéchisme postmarxiste, à base de nationalisations, d'intervention publique et de rhétorique antimarché. Au sein d'une gauche dominée par le marxisme, Michel Rocard se réclame de Proudhon et du socialisme français d'avant Marx, méprisé par les marxistes et les léninistes. Il ne croit pas à une économie socialisée et accepte les réalités de l'économie de marché, au grand dam de ses adversaires à gauche. Militant de toujours, il connaît par cœur les débats qui ont agité le socialisme européen à ses débuts. Il peut résumer la controverse Kautsky-Lénine ou la querelle du réformisme lancée par Eduard Bernstein, ou encore l'invention du «socialisme libéral» par les frères Rosselli, mieux que les Trissotin de l'orthodoxie marxiste. Il a choisi son camp : celui de la social-démocratie européenne, la seule qui ait vraiment amélioré la condition ouvrière dans l'histoire du XXe siècle, loin des massacres perpétrés par les léninistes et les staliniens au nom de la pureté révolutionnaire et de l'anticapitalisme ou des échecs répétés du socialisme étatique dans les pays de l'Est ou du Sud.

Cette clarté doctrinale lui vaut évidemment les anathèmes incessants des Savonarole de salles de congrès, toujours prompts à traquer l'hérésie et à préférer la radicalité verbale à l'action patiente de réforme. Michel Rocard est traité par le Parti communiste d'agent du capital, de réformiste louche, de bourgeois émanant de la «gauche caviar» pendant que Chevènement, déjà tenant d'un socialisme national, fustige *«la gauche américaine»* des rocardiens. La créativité et la sincérité ne suffisent pas. Le PSU ne décolle pas, faute d'effectifs et d'organisation.

Avec François Mitterrand, lors des Assises du socialisme en 1974. (Photo Didier Maillac)

L'inconciliable rival de Mitterrand

En 1971, c'est Mitterrand le politique roué et littéraire, fort de son succès à la présidentielle de 1965 contre le général de Gaulle, qui devient le leader de la gauche, laissant en fond de décor l'énarque discoureur au brio d'inspecteur des finances. François Mitterrand rénove le Parti socialiste et conclut un accord avec le PCF. En 1974, il frôle la victoire à la présidentielle. Voyant le PSU dans l'impasse, Michel Rocard rejoint le PS cette année-là aux Assises du socialisme et suscite aussitôt la défiance de Mitterrand, qui voit dans le haut fonctionnaire soixante-huitard un rival horripilant et illégitime.

La lutte entre les deux hommes réunis dans le même parti va dominer la vie de la gauche française pour quinze ans. Tout les oppose. Ambitieux et talentueux jeune homme de la génération précédente, celle de la Guerre mondiale, Mitterrand a commencé à droite. Pendant l'Occupation, il est allé à Vichy avant de rejoindre la Résistance. Ambitieux et talentueux jeune homme de la génération de la guerre d'Algérie, Rocard a dénoncé d'emblée

une guerre que Mitterrand acceptait de faire tout en la réprouvant. Politique intégral, Mitterrand ne croyait guère au savoir économique que Rocard maniait avec précision et compétence. Littéraire, passionné d'arbres et de livres anciens, Mitterrand usait d'un français sûr et élégant, tandis que Rocard, qui passait plus de temps à compulser des rapports qu'à lire des romans, truffait ses discours torrentiels de termes techniques et de phrases alambiquées. Mitterrand se moquait de cette rhétorique mi-technocratique mi-sociologique. *«Je ne comprends rien à ce qu'il dit»,* confiait-il souvent à ses amis. Un jour, pour illustrer les difficultés du commerce extérieur français qui l'inquiètent, Rocard déclare qu'il a *«mal à la balance des comptes»*. Mitterrand juge la métaphore médicale ridicule. Il répond : *«Qu'est-ce que cette balance des comptes ? Un organe oublié ? Une vertèbre ignorée ? Un os du métacarpe ?»*
Deux conceptions de la politique, surtout, les rendent inconciliables. Ductile, calculateur, cynique dans la manœuvre quoique républicain et progressiste authentique, François Mitterrand utilise les programmes et les symboles selon les nécessités du moment, comptant bien plus sur les liens personnels qu'il sait tisser sans relâche au fil du temps. *«Avec cent hommes décidés, on prend le pouvoir»,* dit-il un jour. *«Personnage de roman»,* selon le mot de François Mauriac, fidèle jusqu'à l'obstination en amitié, Mitterrand suscite des dévouements pour la vie et se constitue un réseau discret et redoutable, bien au-delà des sphères de la gauche. *«On me reproche mon habileté,* disait-il, *mais faut-il être forcément maladroit en politique ?»*
Rocard le militant ne dédaigne pas les intrigues. Nourri de politique étudiante, il est rompu aux opérations de congrès, aux renversements de majorité, aux alliances inattendues. Il sait utiliser les médias, dont il dira tant de mal sur le tard. Chouchou de la presse, il taxe Mitterrand *«d'archaïque»,* fait ressortir sa modernité en maîtrisant parfaitement le langage télévisuel. Le soir des élections législatives de 1978, après une nouvelle défaite de la gauche, Rocard se lance dans une péroraison pathétique qui frappe l'opinion. En fait, il a répété longuement cette fausse improvisation qui le pose en candidat de l'avenir. Mais il croit aux idées, aux débats rationnels, aux plans d'action structurés, et déteste qu'on sacrifie la vérité économique sur l'autel de la cause électorale. Pour Mitterrand, le pouvoir est le but, qui permet d'entrer dans l'Histoire avec un grand H. Pour Rocard, le pouvoir, qu'il recherche mais dont il se méfie, est un instrument de réforme.
Après avoir contesté sans trop de résultat la mainmise du député de la Nièvre sur le socialisme français, Rocard manque le coche en 1980, ratant sa déclaration de candidature et laissant le champ libre à un Mitterrand qu'on disait dépassé et qui gagne la présidentielle de 1981.
En campagne avant le congrès du PS à Vannes, en septembre 1985. (Photo Philippot.Sygma)

«L'enfer de Matignon»

Marginalisé pendant le premier septennat, Michel Rocard ronge son frein dans des ministères de second rang, qu'il dirige néanmoins avec une passion bouillonnante. Tenue en lisière, la

«deuxième gauche», pourtant, prend une revanche toute morale. Rocard le réformiste avait souvent critiqué les imprudences du programme commun, ses dépenses excessives, sa volonté de nationaliser à 100 % l'industrie et les banques, qui coûtait cher au budget sans améliorer beaucoup l'efficacité de l'économie. François Mitterrand avait eu raison contre elle en sacrifiant le sérieux économique de son projet à la nécessité de l'alliance avec les communistes. Mais en 1983, la réalité rattrape la gauche lancée dans une politique de rupture. Les comptes se dégradent, on risque la thrombose financière, l'étatisme étouffe l'économie et la montée de l'individualisme rend désuète la rhétorique des socialistes. Après avoir dénoncé pendant des années la politique social-démocrate de la deuxième gauche, Mitterrand doit la mettre en œuvre sous la contrainte de l'économie et de la société. Le tournant de la rigueur oblige la première gauche à reprendre les thèmes de la deuxième, Mitterrand à faire du Rocard sans Rocard.

Réélu triomphalement, le président de la République se sent obligé d'appeler à Matignon le héraut populaire d'une gauche plus moderne que porte une partie de l'opinion. Il compte l'épuiser rapidement mais Rocard, entouré d'une équipe compétente et rusée emmenée par Jean-Paul Huchon, réussit fort bien à maîtriser *«l'enfer de Matignon»*.

Il dénoue brillamment l'imbroglio néo-calédonien, instaure en octobre 1988 le RMI (revenu minimum d'insertion). Deux ans plus tard, il crée la CSG, un nouvel impôt prélevé à la source dont l'assiette recouvre tous les revenus (du travail ou du patrimoine). Michel Rocard réduit le chômage et dirige le gouvernement avec une sûreté créative qui finit par indisposer François Mitterrand. *«Dans six mois, on verra à travers»,* avait dit, cruel, le Machiavel de la «France unie».

Rocard résiste trois ans, protégé par sa popularité et son activité incessante, si bien que Mitterrand le congédie brutalement sans motif, englué dans une fin de septennat calamiteuse et cynique. Rocard ne lui pardonnera jamais ce geste vindicatif.

Il essaie ensuite de s'imposer à la tête de la gauche mais François Mitterrand, retors, lance contre lui la torpille Tapie dans une élection européenne. Michel Rocard est battu et humilié. Il se retire peu à peu de la course. Avec l'appui des rocardiens, Lionel Jospin devient leader du PS et Premier ministre.

Le vieux sage toujours fébrile

Rocard redevient militant, héraut du pragmatisme à gauche, vieux sage adolescent, toujours fébrile, toujours inventif. Il est ambassadeur des terres polaires, pilote de planeur, conscience d'une social-démocratie française toujours en chantier. Il écrit beaucoup, parle encore plus, court le monde, fustige la finance *«criminelle»,* l'inconscience des dirigeants, l'indifférence au sort de la planète et la corruption qui gangrène la politique.

Enthousiaste jusqu'au bout, «Hamster érudit» a poursuivi sans trêve l'impossible rêve d'une société juste, ramenant le socialisme français sur terre pour mieux illustrer l'idéal. Par son énergie, sa rectitude, son goût des changements réels, ici et maintenant, par la discipline constante du «parler vrai», Michel Rocard aura porté haut la morale en politique et restera comme un modèle pour tout militant progressiste qui veut quitter le ciel confus des préjugés et des dogmes pour voir le bout de ses actes.

Laurent Joffrin